



Chapitre M-23

LOI SUR LE MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

- Ministre des affaires sociales.** **1.** Le ministre des affaires sociales, désigné dans la présente loi sous le nom de « ministre », est chargé de la direction et de l'administration du ministère des affaires sociales.
- Responsabilité.** Il est également chargé de l'application des lois et des règlements relatifs aux affaires sociales.
- 1970, c. 42, a. 1.
- Fonctions.** **2.** Le ministre a pour fonctions d'élaborer et de proposer au gouvernement des politiques relatives aux affaires sociales pour le Québec dans les domaines de la santé, des services sociaux ainsi que de l'aide, des allocations et des assurances sociales, de façon à assurer une qualité et un niveau de vie convenables à chaque individu et à chaque famille.
- Fonctions.** Le ministre doit voir à la mise en oeuvre de ces politiques, en surveiller l'application et en coordonner l'exécution.
- 1970, c. 42, a. 2.
- Devoirs.** **3.** Le ministre doit plus particulièrement:
- a) assurer la protection sociale des individus, des familles et des autres groupes;
 - b) prendre les mesures requises pour assurer la protection de la santé publique;
 - c) voir à l'amélioration de l'état de santé des individus et du niveau de santé de la population;
 - d) favoriser l'étude et les recherches scientifiques dans le domaine des affaires sociales;
 - e) participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes d'assainissement du milieu physique dans lequel vit la population à laquelle ces programmes sont destinés;
 - f) promouvoir la participation des individus et des groupes à la détermination des moyens de satisfaire leurs besoins dans le domaine des affaires sociales;
 - g) consulter les individus et les groupes sur l'établissement des politiques du ministère des affaires sociales;
 - h) promouvoir le développement et la mise en oeuvre de pro-

grammes et de services en fonction des besoins des individus, des familles et des autres groupes;

i) établir des normes applicables en matière de services, d'équipement, de finance et de personnel dans l'utilisation des subventions accordées par le gouvernement dans le domaine des affaires sociales, et en surveiller l'utilisation;

j) assurer l'organisation et le maintien d'établissements dans le domaine des affaires sociales, soit lui-même soit par autrui;

k) obtenir des ministères du gouvernement et de tout organisme public ou privé les renseignements disponibles aux fins de la mise en oeuvre de la politique du ministère.

1970, c. 42, a. 3.

Sous-ministre.

4. Le gouvernement nomme un sous-ministre des affaires sociales, ci-après désigné sous le nom de «sous-ministre».

Devoirs et pouvoirs.

Sous la direction du ministre, le sous-ministre a la surveillance des fonctionnaires et employés du ministère; il en administre les affaires courantes et exerce les autres pouvoirs qui lui sont assignés par le gouvernement.

1970, c. 42, a. 4.

Autorité.

5. Les ordres du sous-ministre doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre; son autorité est celle du chef de ministère et sa signature officielle donne force et autorité à tout document du ressort du ministère.

1970, c. 42, a. 5.

Fonctionnaires et employés.

6. Les autres fonctionnaires et employés nécessaires à la bonne administration du ministère sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1970, c. 42, a. 6.

Devoirs.

7. Les devoirs respectifs des fonctionnaires et employés du ministère, non expressément définis par la loi ou par le gouvernement, sont déterminés par le ministre.

1970, c. 42, a. 7.

Signature de documents.

8. Nul acte, document ou écrit n'engage le ministère, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui, par le sous-ministre ou un fonctionnaire mais uniquement, dans le cas de ce dernier, dans la mesure déterminée par règlement du gouvernement publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Appareil automatique. Le gouvernement peut toutefois permettre, aux conditions qu'il fixe, que la signature requise soit apposée au moyen d'un appareil automatique sur les documents qu'il détermine.

Fac-similé. Le gouvernement peut également permettre qu'un fac-similé de la signature requise soit gravé, lithographié ou imprimé sur les documents qu'il détermine; dans ce cas, le fac-similé a la même valeur que la signature elle-même si le document est contresigné par une personne autorisée par le ministre.

1970, c. 42, a. 8.

Force probante. **9.** Toute copie d'un document faisant partie des archives du ministère, certifiée conforme par le ministre, le sous-ministre ou un sous-ministre adjoint, est authentique et a la même valeur que l'original.

1970, c. 42, a. 9.

Accords autorisés. **10.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable, le ministre peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure tout accord avec tout gouvernement ou organisme conformément aux intérêts et aux droits du Québec, pour l'exécution de la présente loi ou de toute loi dont l'application relève de lui; il peut aussi conclure un accord avec toute personne qui ne réside pas au Québec au sens d'une loi applicable, permettant à celle-ci de bénéficier, aux conditions déterminées par le ministre, des services assurés en vertu de toute loi dont l'application relève de lui.

1970, c. 42, a. 10; 1974, c. 40, a. 23.

Conseil de la recherche en santé. **11.** Le gouvernement peut constituer un conseil de la recherche en santé et tous autres conseils ou comités chargés, sous réserve des fonctions attribuées à tout conseil ou comité institué par une autre loi, de conseiller le ministre en matière de services de santé ou de services sociaux et de remplir, sous son autorité, toutes autres fonctions que le gouvernement leur confie dans l'exécution des lois dont l'application relève du ministre; le gouvernement peut nommer les membres de ces organismes, fixer leurs allocations de présence et honoraires ainsi que la durée de leur mandat.

1974, c. 40, a. 24.

Rapport annuel. **12.** Le ministre doit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice financier, déposer à l'Assemblée nationale un rapport de l'activité de son ministère pour cet exercice.

1970, c. 42, a. 11.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 42 des lois annuelles de 1970, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 15 à 18, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre M-23 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1970 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 42

Chapitre M-23

LOI DU MINISTÈRE
DES AFFAIRES SO-
CIALES

LOI SUR LE MINISTÈ-
RE DES AFFAIRES SO-
CIALES

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 10	1 - 10	
10a	11	
11	12	
12		Modification intégrée au c. E-18, a. 4
13		Modification intégrée au c. M-34, a. 1
14 - 18		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

